ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, le 4 juin 1984, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif au cumul d'activités professionnelles dans les provinces, les communes, les fédérations et agglomérations de communes ainsi que dans les établissements et associations de droit public soumis à leur autorité ou à leur pouvoir de contrôle ou de tutelle", a donné le 9 juillet 1984 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, de 4e juni 1984 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de cumulaties van beroepsactiviteiten in de provincies, de gemeenten, de federaties en agglomeraties van gemeenten, alsmede de instellingen en de publiekrechtelijke verenigingen die aan hun gezag, controle of toezicht zijn onderworpen", heeft de 9e juli 1984 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE.

Dans sa demande d'avis, le Ministre de l'Intérieur demande à la section de législation d'être spécialement attentive à "la problématique de la tutelle".

A cet égard, on relèvera tout d'abord qu'en ce qu'il interdit, par ses articles 1er et 2, au personnel des pouvoirs locaux, de cumuler des activités professionnelles, le projet appartient à la compétence du législateur national, lequel conserve, en effet, le pouvoir de prendre des dispositions organiques régissant les collectivités locales au sens large de cette expression. Les institutions des provinces, des communes, des agglomérations et des fédérations de communes sont réglées par la loi en vertu des articles 108, 108bis et 108ter de la Constitution (1).

Par son article 3, le projet attribue au gouverneur de la province le pouvoir d'autoriser, dans certaines conditions, une personne à exercer, en cumul, des activités professionnelles compatibles avec sa qualité de membre du personnel d'une collectivité locale. Pareille autorisation est accordée non à une autorité, mais directement au membre du personnel lui-même. Elle ne constitue donc pas une forme de tutelle sur les autorités locales. Peu importe que celles-ci soient invitées à donner leur avis au sujet de l'octroi de l'autorisation de cumul. Le pouvoir de décision est attribué par la loi directement au gouverneur et à lui seul.

.../...

---

(1) Voyez l'avis du Conseil d'Etat, n° 14958/2 du 4 octobre 1982 sur le projet devenu l'arrêté royal n° 110 du 13 décembre 1982 imposant l'équilibre budgétaire aux provinces, aux communes et aux agglomérations et fédérations de communes (Moniteur belge du 16 décembre 1982, p. 14.692).

La faculté, prévue par l'article 5, d'accorder des dérogations à la règle de l'interdiction des cumuls est attribuée au Ministre de l'Intérieur. Cette faculté ne peut être exercée que sur la proposition des autorités locales. Mais la décision revient, encore une fois, à la seule autorité désignée par la loi et qui est une autorité centrale. Ici non plus, par conséquent, il ne saurait être question de l'exercice d'une tutelle.

Les autres dispositions du projet n'organisent manifestement pas davantage des mécanismes de tutelle.

Il va de soi que les dispositions du projet conditionneront la validité de certaines décisions des autorités locales. Telle nomination, par exemple, se révélera illégale parce qu'elle créerait un cumul non autorisé. Dans ce cas, les autorités de tutelle compétentes en vertu de l'article 7 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 devront user de leur pouvoir pour faire respecter la loi.

En conclusion on peut dire que le projet ne soulève aucune objection du point de vue de "la problématique de la tutelle".

EXAMEN DU TEXTE.

INTITULE.

L'intitulé français ne correspond pas exactement à l'intitulé néerlandais. L'expression "leur pouvoir de contrôle ou de tutelle" paraît le résultat d'une erreur. En outre, l'intitulé vise "les établissements", sans plus, alors qu'il résulte de l'article ler, alinéa ler, 2°, notamment, que ce sont "les établissements publics" qui sont visés. Cette dernière observation vaut également pour le texte néerlandais.

.../...

En conséquence, le texte suivant est proposé :

"Loi relative aux cumuls d'activités professionnelles par les membres du personnel des provinces, des communes, des agglomérations et des fédérations de communes, ainsi que des établissements publics et des associations de droit public soumis à l'autorité, au contrôle ou à la tutelle de ces pouvoirs locaux".

Un intitulé plus bref serait encore préférable :

"Loi relative aux cumuls d'activités professionnelles par les membres du personnel des provinces, des communes et des autres personnes publiques locales".

PREAMBULE.

Conformément à l'article 3, § 1er, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'avis du Conseil d'Etat doit être annexé à l'exposé des motifs du projet. Il est dès lors inutile de viser cet avis au préambule.

DISPOSITIF.

Article 1er.

Afin d'alléger la rédaction des articles 3, § 2, alinéa 2, et 5, alinéa 2, du projet, ainsi que pour faciliter la coordination prévue à l'article 10 du projet, il est suggéré de rédiger comme suit l'alinéa 1er :

"Sans préjudice d'autres dispositions plus restrictives, la présente loi est applicable aux membres du personnel des personnes de droit public ci-après :

.../...

1° les provinces, les communes, les agglomérations et les fédérations de communes;

2° les établissements publics et les associations de droit public soumis au contrôle ou à la tutelle des autorités provinciales ou communales".

On peut se demander s'il ne faudrait pas exclure du champ d'application de la loi les secrétaires communaux en fonction dans une autre commune - où la durée de leurs prestations peut dépasser la moitié de la durée de prestations complètes -, qui sont nommés en cumul dans une commune de mille habitants ou moins par application de l'article 109bis de la loi communale. On voit mal, en effet, comment le gouverneur de la province, après avoir prescrit au conseil communal d'une petite commune de choisir le titulaire de l'emploi de secrétaire communal parmi les secrétaires en fonctions dans les communes de la région, pourrait refuser d'autoriser un tel cumul.

Article 3.

Le paragraphe 2 donne au gouverneur le pouvoir d'autoriser, à sa demande, un membre du personnel d'une collectivité locale à exercer en cumul une autre activité professionnelle pour autant qu'elle s'effectue en dehors des heures de service et soit compatible avec la qualité de membre du personnel d'une personne publique locale, de telle sorte qu'il n'en résulte aucun inconvénient pour le service ou pour le public.

.../...

Cette disposition s'inspire de l'article 3, § 2, de l'arrêté royal n° 46 du 10 juin 1982 relatif aux cumuls d'activités professionnelles dans certains services publics. Toutefois, cette dernière disposition prévoit que l'autorisation est accordée "après avis motivé du Conseil de direction ou de l'organe qui en tient lieu". L'obligation de consulter le conseil de direction a été introduite dans l'arrêté royal n° 46 par l'arrêté royal n° 142 du 30 décembre 1982 et a été commentée dans les termes suivants dans le rapport au Roi précédant cet arrêté : "Il y a là une garantie d'objectivité pour le membre du personnel". On peut se demander si une garantie équivalente ne devrait pas être organisée pour les membres du personnel des collectivités locales, au moins lorsqu'ils appartiennent à des administrations plus ou moins importantes au sein desquelles existent ou peuvent être créés des collèges de chefs de service équivalents aux conseils de direction.

L'alinéa 1er du paragraphe 2 pourrait, d'ailleurs, être rédigé plus simplement comme suit :

"Par dérogation à l'article 2, alinéa 1er, le gouverneur peut, sur demande écrite et préalable d'un membre du personnel d'une personne de droit public visée à l'article 1er, autoriser le cumul ...".

Dans le deuxième alinéa du paragraphe 2, l'expression "autorités compétentes" manque de précision. Il est suggéré de la remplacer par "l'autorité ayant le pouvoir de nomination".

Dans les alinéas 3 à 6 du même paragraphe 2, les nombres devraient être écrits en toutes lettres.

.../...

La rédaction suivante est proposée pour l'alinéa 3 :

"Les autorités précitées peuvent, dans les quinze jours de la réception de la copie de la demande, adresser un avis motivé au gouverneur".

L'alinéa 4 prévoit que le gouverneur de la province se prononce sur la demande qui lui est adressée par un membre du personnel dans les trente jours de l'expiration du délai de quinze jours prévu à l'alinéa 3. Or le gouverneur ignore le jour auquel la copie de la demande a été reçue par les autorités énumérées à l'alinéa 2. Il ne sait même pas si le demandeur n'a pas omis d'adresser une copie de sa demande auxdites autorités. Il ne peut donc déterminer quand le délai de quinze jours a expiré et, par conséquent, quand le délai de trente jours qui lui est imparti, a commencé à courir. Il semble que, dans ces conditions, il serait préférable de prévoir que le gouverneur se prononcera dans les quarante-cinq jours de la réception, par lui, de la demande du membre du personnel qui sollicite l'autorisation de cumul.

L'alinéa 4 serait mieux rédigé comme suit :

"Le gouverneur se prononce dans les quarante-cinq jours de la réception par lui de la demande du membre du personnel qui sollicite l'autorisation de cumul".

Au paragraphe 3, alinéa ler, l'expression "l'autorité compétente" manque de précision. Il conviendrait d'écrire, par exemple, "l'autorité compétente pour établir le statut du personnel". Dans le même alinéa, les mots "au pouvoir de contrôle ou de tutelle" devraient être remplacés, dans le texte français, par "au contrôle ou à la tutelle".

.../...

Article 4.

Au § 4, alinéa 2, l'expression "autorités visées à l'article 3, § 2" est de nature à induire en erreur si l'on entend viser seulement les gouverneurs de province. L'analogie du texte du paragraphe 4 avec l'article 5 de l'arrêté royal n° 46, tel qu'il a été modifié par la loi du 28 décembre 1983, porte pourtant à croire que seuls les gouverneurs devraient être appelés à donner un avis au directeur des contributions.

Article 5.

L'article attribue au Ministre de l'Intérieur le pouvoir d'accorder des dérogations, éventuellement par "arrêtés individuels", aux dispositions de la loi. Aucun critère n'est fixé qui devrait être pris en considération pour l'octroi ou le refus de ces dérogations. Ainsi, le Ministre de l'Intérieur se voit reconnaître un pouvoir discrétionnaire pour dispenser tel membre du personnel d'une personne publique visée à l'article ler de se conformer à l'interdiction de cumul établie par la loi. L'article 67 de la Constitution ne permet pas au Roi d'exercer le "jus dispensandi" qui est ici conféré au Ministre de l'Intérieur.

La dérogation s'étend à toutes les dispositions du projet, y compris l'article 4. Il en résulte que le Ministre se verrait ainsi conférer le pouvoir d'accorder un privilège fiscal à certains agents, ce qui est contraire à l'article 112 de la Constitution.

L'article 5 devrait donc être complété par l'indication des critères en fonction desquels les dérogations individuelles pourront être accordées. Il conviendrait aussi de préci-

ser, le cas échéant, si la dérogation ne peut être accordée que de l'avis conforme du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions. On est d'ailleurs amené à se demander ce que signifie cette procédure d'avis dans le cas où, comme dans le gouvernement actuel, le Ministre de l'Intérieur est, en même temps, Ministre de la Fonction publique.

Comme à l'article 3, l'expression "autorités compétentes", utilisée à l'alinéa 1er, devrait être précisée.

En tout état de cause, la rédaction de l'alinéa 2 devrait être revue. Il n'est notamment pas normal qu'il faille rechercher à l'alinéa précédent le nom que remplace le pronom "Il" par lequel commence la dernière phrase.

Article 7.

L'alinéa 4 vise "l'année scolaire ou académique en cours". Il conviendrait de préciser à quel moment il faut se situer pour apprécier quelle est l'année "en cours". On suppose que c'est le moment où le refus d'autorisation est décidé. Il conviendrait alors d'ajouter les mots : "au moment de la notification de ce refus".

Article 10.

L'article devrait être rédigé comme suit :

"Le Roi peut coordonner les dispositions de la présente loi avec celles de l'arrêté royal n° 46 du 10 juin 1982 relatif aux cumuls d'activités professionnelles dans certains services publics, modifié par l'arrêté royal n° 142 du 30 décembre 1982 et par la loi du 28 décembre 1983".

.../...

Il serait souhaitable de compléter l'article par un alinéa rédigé comme suit :

"La coordination portera l'intitulé suivant : "Loi relative au cumul d'activités professionnelles des agents des services publics, coordonnée le ...".

ALGEMENE OPMERKING.

In zijn adviesaanvraag verzoekt de Minister van Binnenlandse Zaken de afdeling wetgeving om bijzondere aandacht voor "de problematiek van het toezicht".

In dit verband zij er in de eerste plaats op gewezen dat het ontwerp behoort tot de bevoegdheid van de nationale wetgever, doordat het in de artikelen 1 en 2 het cumuleren van beroepsaktiviteiten voor personeelsleden van de plaatselijke besturen verbiedt. De nationale wetgever behoudt immers de bevoegdheid om organieke bepalingen vast te stellen met betrekking tot de plaatselijke collectiviteiten in de brede zin van het woord. De instellingen van provincies, gemeenten, agglomeraties en federaties van gemeenten worden bij de wet geregeld krachtens de artikelen 108, 108bis en 108ter van de Grondwet (1).

In artikel 3 kent het ontwerp aan de provinciegouverneur de bevoegdheid toe om in bepaalde omstandigheden iemand machtiging te verlenen tot cumulatie met beroepsactiviteiten die verenigbaar zijn met zijn hoedanigheid van personeelslid van een plaatselijke collectiviteit. Dergelijke machtiging wordt niet verleend

---

.../...

(1) Zie ook het advies van de Raad van State nr 14.958/2 van 4 oktober 1982 over het ontwerp dat geworden is het koninklijk besluit nr 110 van 13 december 1982 waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de provincies, aan de gemeenten en aan de agglomeraties en federaties van gemeenten (Belgisch Staatsblad van 16 december 1982, blz. 14.692).

aan een overheid, maar rechtstreeks aan het personeelslid zelf. Het gaat hier dus niet om een vorm van toezicht op de plaatselijke overheden. Het feit dat deze laatste verzocht worden over de toekenning van de machtiging hun advies te geven, doet niets ter zake. De beslissingsbevoegdheid wordt door de wet rechtstreeks toegekend aan de gouverneur, en alleen aan hem.

De in artikel 5 opengestelde mogelijkheid om afwijkingen van de regel van het cumulatieverbod toe te staan wordt in handen gelegd van de Minister van Binnenlandse Zaken. Van deze mogelijkheid kan slechts gebruik worden gemaakt op de voordracht van de plaatselijke overheden. Maar ook ditmaal berust de beslissing bij de door de wet aangewezen overheid, en dat is een centrale overheid. Ook hier kan dus niet worden gesproken van het uitoefenen van een toezicht.

De andere bepalingen van het ontwerp brengen kennelijk al evenmin toezichtsmechanismen tot stand.

Vanzelfsprekend zullen de voorschriften van het ontwerp mede bepalen zijn voor de rechtsgeldigheid van sommige beslissingen van de plaatselijke overheden. Een bepaalde benoeming bijvoorbeeld zal onwettig blijken omdat zij een niet toegestane cumulatie doet ontstaan. In dat geval zullen de krachtens artikel 7 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 bevoegde toezichthoudende overheden gebruik moeten maken van hun bevoegdheid om de wet te doen naleven.

Tot besluit kan worden gezegd dat er met betrekking tot "de problematiek van het toezicht" niets valt in te brengen tegen het ontwerp.

.../...

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

OPSCHRIFT.

Het Franse opschrift komt niet helemaal overeen met het Nederlandse. De uitdrukking "leur pouvoir de contrôle ou de tutelle" lijkt op een vergissing te berusten. Bovendien heeft het opschrift het over "les établissements" zonder meer, terwijl onder andere uit artikel 1, eerste lid, 2°, volgt dat het in feite gaat om "les établissements publics", om de openbare instellingen dus. Deze laatste opmerking geldt eveneens voor de Nederlandse tekst.

Derhalve wordt de volgende tekst voorgesteld : "Wet betreffende de cumulatie van beroepsactiviteiten door de personeelsleden van provincies, gemeenten, agglomeraties en federaties van gemeenten, alsmede van de openbare instellingen en de publiekrechtelijke verenigingen die aan het gezag, de controle of het toezicht van deze plaatselijke overheden onderworpen zijn".

Een korter opschrift zou nog beter zijn : "Wet betreffende de cumulatie van beroepsactiviteiten door de personeelsleden van provincies, gemeenten en andere plaatselijke openbare personen.

AANHEF.

Overeenkomstig artikel 3, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet het advies van de Raad van State worden gevoegd bij de memorie van toelichting van het ontwerp. De verwijzing naar dit advies in de aanhef is dus nodeloos.

.../...

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Om de redactie van de artikelen 3, § 2, lid 2, en 5, lid 2,van het ontwerp wat minder zwaar te maken en de coördinatie bedoeld in artikel 10 te vergemakkelijken, wordt voorgesteld het eerste lid als volgt te stellen :

"Onverminderd andere meer beperkende bepalingen, is deze wet van toepassing op de personeelsleden van de hierna genoemde publiekrechtelijke personen :

1° de provincies, de gemeenten, de agglomeraties en federaties van gemeenten;

2° de openbare instellingen en de publiekrechtelijke verenigingen die aan de controle of het toezicht van de provinciale of gemeentelijke overheden onderworpen zijn".

Men kan zich afvragen of de gemeentesekretarissen, die in dienst zijn in een andere gemeente - waar de duur van hun prestaties meer kan bedragen dan de helft van de duur van volledige prestaties - en die met toepassing van artikel 109bis van de Gemeentewet benoemd worden met cumulatie in een gemeente van duizend inwoners of minder, niet buiten de toepassingssfeer van de wet zouden moeten worden gehouden.

Men ziet immers moeilijk in hoe de provinciegouverneur de machtiging tot dergelijke cumulatie zou kunnen weigeren, nadat hij aan de gemeenteraad van een

.../...

kleine gemeente zou hebben voorgeschreven de titularis van de betrekking van gemeentesekretaris te kiezen uit de sékretarissen die in dienst zijn in de gemeenten van de streek.

Artikel 3.

Paragraaf 2 kent aan de gouverneur de bevoegdheid toe om een personeelslid van een plaatselijke collectiviteit, als dat personeelslid zulks vraagt, machtiging te verlenen om bij wijze van cumulatie een andere beroepsactiviteit uit te oefenen, voor zover deze activiteit buiten de diensturen wordt verricht en verenigbaar is met de hoedanigheid van personeelslid van een openbare persoon, zodat noch de dienst, noch het publiek daar enig nadeel van ondervinden.

Voor die bepaling is aansluiting gezocht bij artikel 3, § 2, van het koninklijk besluit nr 46 van 10 juni 1982 betreffende de cumulaties van beroepsactiviteiten in sommige openbare diensten. Deze laatste bepaling schrijft evenwel voor dat de machtiging wordt verleend "na gemotiveerd advies van de directieraad of van het orgaan dat er de rol van inneemt". De verplichting om de directieraad te raadplegen is in het koninklijk besluit nr 46 uitgevoerd door het koninklijk besluit nr 142 van 30 december 1982; ze is in het verslag aan de Koning dat aan het bedoeld besluit voorafgaat in de volgende bewoordingen gecommentarieerd : "Daarin ligt een waarborg van objectiviteit besloten ten voordele van het personeelslid". Men kan zich afvragen of een waarborg met dezelfde waarde niet zou moeten worden ingebouwd voor de personeelsleden van de plaatselijke collectiviteiten, althans wanneer zij behoren tot min of meer belangrijke

.../...

besturen waar colleges van dienstchefs die vergelijkbaar zijn met directieraden bestaan of kunnen worden tot stand gebracht.

Het eerste lid van paragraaf 2 zou trouwens eenvoudiger kunnen gesteld worden als volgt :

"In afwijking van artikel 2, § 1, kan de gouverneur op schriftelijk en voorafgaande aanvraag van een personeelslid van een in artikel 1 bedoelde publiekrechtelijke rechtspersoon, machtiging verlenen tot cumulatie ...".

In het tweede lid van paragraaf 2 is de uitdrukking "bevoegde overheden" niet nauwkeurig genoeg. Er wordt voorgesteld ze te vervangen door "de tot benoemen bevoegde overheid".

In de leden 3 tot 6 van dezelfde paragraaf 2 zouden de getallen voluit in letters moeten worden geschreven.

Voor het derde lid wordt de volgende tekst voorgesteld :

"De vorenvermelde overheden kunnen, binnen een termijn van vijftien dagen na ontvangst van het afschrift van de aanvraag, een met redenen omkleed advies aan de gouverneur bezorgen".

In het vierde lid wordt bepaald dat de gouverneur over de aanvraag die hem door een personeelslid werd toegezonden, beslist binnen dertig dagen vanaf het verstrijken van de termijn van vijftien dagen bepaald in het

.../...

derde lid. Nu weet de gouverneur niet op welke dag de in het tweede lid opgesomde overheden een afschrift van de aanvraag hebben ontvangen. Hij weet zelfs niet of de aanvrager niet heeft verzuimd een afschrift van zijn aanvraag aan de bedoelde overheden te richten. Hij kan dus niet uitmaken wanneer de termijn van vijftien dagen is verstreken en bijgevolg ook niet wanneer de hem toegekende termijn van dertig dagen is beginnen lopen. Het lijkt dan ook verkieslijk te bepalen dat de gouverneur beslist binnen vijfenveertig dagen nadat hij de aanvraag van het personeelslid dat om machtiging tot cumulatie verzoekt, heeft ontvangen.

Het vierde lid zou beter gesteld worden als volgt :

"De gouverneur beslist binnen vijfenveertig dagen nadat hij de aanvraag van het personeelslid dat om machtiging tot cumulatie verzoekt, heeft ontvangen".

In het eerste lid van paragraaf 3 is de uitdrukking "bevoegde overheid" niet nauwkeurig genoeg. Er zou beter worden geschreven, bij voorbeeld, "de overheid die bevoegd is om het statuut van het personeel vast te stellen". In hetzelfde lid zouden de woorden "au pouvoir de contrôle ou de tutelle" in de Franse tekst moeten worden vervangen door "au contrôle ou à la tutelle".

Artikel 4.

In § 4, lid 2, kan de uitdrukking "overheden bedoeld in artikel 3, § 2" misleidend zijn als men alleen de provinciegouverneurs op het oog zou hebben. De analogie die de tekst van paragraaf 4 vertoont met artikel 5

.../...

van het koninklijk besluit nr 46, zoals het gewijzigd is bij de wet van 28 december 1983, lijkt er nochtans op te wijzen dat alleen de gouverneurs aan de directeur der belastingen een advies zouden moeten te geven hebben.

Artikel 5.

In het artikel wordt aan de Minister van Binnenlandse Zaken de bevoegdheid toegekend om afwijkingen van de bepalingen van de wet toe te staan, eventueel bij "individuele besluiten". Er wordt geen enkel criterium aangegeven dat voor het toekennen of het weigeren van deze afwijkingen zou moeten worden gehanteerd. De Minister van Binnenlandse Zaken krijgt hier dus een discretionaire bevoegdheid waardoor hij het ene of het andere personeelslid van een in artikel 1 bedoelde openbare persoon ervan kan ontslaan het door de wet gestelde cumulatieverbod, in acht te nemen. Artikel 67 van de Grondwet staat de Koning niet toe het "ins dispensandi" uit te oefenen dat hier aan de Minister van Binnenlandse Zaken wordt toegekend.

De afwijking strekt zich uit tot alle bepalingen van het ontwerp, met inbegrip van artikel 4, zodat de Minister de bevoegdheid zou krijgen om aan bepaalde personeelsleden een belastingvoorrecht te verlenen, wat is strijd is met artikel 112 van de Grondwet.

Artikel 5 zou dus moeten worden aangevuld met de criteria volgens welke individuele afwijkingen kunnen worden toegestaan. Er zou, in voorkomend geval, ook moeten worden gepreciseerd of de afwijking slechts kan worden toegestaan op eensluidend advies van de Minister dat wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort. Men

.../...

kan zich trouwens afvragen wat deze adviesprocedure nog betekent als de Minister van Binnenlandse Zaken tevens Minister van het Openbaar Ambt is, wat in de huidige regering het geval is.

Juist zoals in artikel 3 zou de in het eerste lid gebruikte uitdrukking "bevoegde overheden" moeten worden gepreciseerd.

In ieder geval zou de tekst van het tweede lid moeten worden herzien. Het is onder meer niet normaal dat men in het vorige lid moet gaan zoeken naar het naamwoord waarop, in het begin van de laatste volzin, het persoonlijk voornaamwoord "Hij" terugwijst.

Artikel 7.

In het vierde lid is sprake van "het lopende schooljaar of academiejaar". Er zou moeten worden gepreciseerd welk tijdstip in aanmerking moet worden genomen om te bepalen wat het "lopende" jaar is. Aangenomen wordt dat het gaat om het tijdstip waarop tot weigering van de machtiging wordt besloten. De tekst zou dan aan het slot als volgt moeten worden gelezen : "... van het schooljaar of het academiejaar dat aan de gang is op het ogenblik van de kennisgeving van die weigering".

Artikel 10.

Dit artikel zou als volgt moeten worden gesteld :

"De Koning kan de bepalingen van deze wet coördineren met de bepalingen van het koninklijk besluit nr 46 van 10 juni 1982 betreffende de cumulaties van beroepsactiviteiten in sommige openbare diensten, gewijzigd door

.../...

het koninklijk besluit nr 142 van 30 december 1982 en door de wet van 28 december 1983".

Het zou wenselijk zijn het artikel aan te vullen met een lid dat gesteld is als volgt :

"De coördinatie zal het volgende opschrift dragen : "Wet betreffende de cumulatie van beroepsactiviteiten van het personeel van de openbare diensten, gecoördineerd op ...".

La chambre était composée de

Messieurs : H. ROUSSEAU, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

A. VANWELKENHUYZEN, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

C. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,

L. MATRAY, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE, président de chambre.

Le rapport a été présenté par M. E. RONSMANS, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE, kamervoorzitter.

Het verslag werd uitgebracht door de H. E. RONSMANS, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. H. ROUSSEAU.